

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES EXPLOSIONS NUCLÉAIRES EN URSS—LES PROTESTATIONS DU CANADA

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement a-t-il l'intention de protester officiellement auprès de l'Union soviétique contre la très grosse explosion nucléaire qui, dit-on, a eu lieu ce matin, en Union soviétique?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous allons certainement considérer l'utilité d'une telle protestation. Nous n'avons pas caché à tous les États qui ont récemment déclenché des explosions nucléaires que cela était contraire à la politique canadienne et que nous espérons qu'ils mettraient fin à ces expériences, mais bien sûr, si nous protestions contre chacune de ces explosions, y compris celles des grandes puissances, je ne suffirais pas à la tâche.

M. Nesbitt: Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire s'il est de la politique du gouvernement d'envoyer une protestation précise aux États-Unis quand ces expériences ont lieu, ou s'il se contente d'adresser des remarques générales et des lieux communs aux Nations Unies.

M. l'Orateur: A l'ordre. Ainsi posée, la question n'est pas recevable. Le ministre veut peut-être y répondre d'une façon générale et en quelques mots, mais je dois rappeler que la question du député est un peu irrégulière.

L'hon. M. Sharp: Non. Monsieur l'Orateur, le député sait très bien que nous avons récemment présenté à la Chine des protestations contre sa dernière explosion.

* * *

LA LOI SUR LA CONCURRENCE

L'ÉTUDE DU PROJET DE MESURE

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Le ministre voudrait-il terminer la réponse à ma question de la semaine dernière que Votre Honneur avait interrompue pour passer à l'ordre du jour, comme en fait foi la page 9763 du hansard, en mentionnant qu'elle pourrait se continuer aujourd'hui. J'avais alors demandé au ministre s'il retirerait avant la fin de la session le projet de loi controversé sur la concurrence pour le remplacer par une nouvelle rédaction acceptable.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, j'ai indiqué clairement depuis le 29 juin, date de la 1^{re} lecture du bill, que le gouvernement ne le présenterait pas à la présente session, mais seulement à la prochaine session après avoir reçu les commentaires pertinents et positifs des intéressés.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME DE RAJUSTEMENT AGRICOLE— L'OCTROI DE FONDS À LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggart): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture.

Étant donné qu'il a dit avoir l'intention de mettre le programme de rajustement agricole à exécution, et vu que la Société du crédit agricole sera, paraît-il, chargée d'administrer ce programme en collaboration avec les provinces, le ministre pourrait-il nous dire combien de fonds supplémentaires le gouvernement fédéral a l'intention d'accorder à la Société du crédit agricole à cette fin?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le député n'ignore certainement pas que la Chambre a adopté, dans le budget de cette année, un crédit de 16 millions de dollars destiné au programme d'expansion des petites exploitations?

M. Gleave: Monsieur l'Orateur, dois-je en conclure que le ministre veut nous donner à penser que 16 millions de dollars suffiront à financer le genre de programme qu'il envisage?

L'hon. M. Olson: Non, monsieur l'Orateur, mais il y aura d'autres prévisions budgétaires les années suivantes, et l'expérience des quelques mois à venir nous permettra de présenter à la Chambre un montant bien évalué.

LE PROGRAMME NATIONAL POUR L'AGRICULTURE

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Agriculture une question supplémentaire. Le comité technique chargé de la mise au point d'un programme national pour l'agriculture devant se réunir demain à Ottawa, j'aimerais que le ministre nous dise si le gouvernement compte présenter un projet de loi relatif à la mise en œuvre d'un programme national pour l'agriculture ou bien si la mise en application d'un tel programme aura lieu dans le cadre de la législation existante.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le comité technique dont la réunion est prévue pour demain aura pour tâche d'aplanir les divergences existant entre le projet présenté par les gouvernements provinciaux et le projet que j'ai soumis voici huit mois au comité de la Chambre. Je tiens à préciser que ces divergences sont minimes. C'est pour cela que le comité se réunira, et non pas en vue de mettre au point un vaste programme destiné à l'agriculture.

QUÉBEC—LES INSTANCES AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL—LA COMPENSATION DES PERTES SUBIES PAR LES PRODUCTEURS DE PORCS ET D'ŒUFS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné qu'au cours des 12 derniers mois les producteurs de porcs et d'œufs du Québec ont subi des pertes de l'ordre de 16 millions de dollars, et que le Québec en compense une partie, l'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a reçu des instances officielles de son homologue du Québec demandant au gouvernement fédéral de compenser en partie ces producteurs?